

3 administrateurs au Conseil de Surveillance Enedis

Avec 3 sièges sur les 5 pour les représentants des salariés, la CGT maintient sa position, mais érode son score.



49 395 électeurs étaient appelés à élire leurs représentants à Enedis et dans le Service Commun en novembre dernier, mais seulement 22 001 se sont exprimés lors de ce scrutin, soit un peu plus de 44 %. C'est un premier élément qui ne peut nous satisfaire, car la démocratie sociale dans l'entreprise est bien trop importante pour se résigner à constater une baisse de la participation scrutin après scrutin. C'est toute la légitimité de la représentation des salariés qui est en jeu.

La CGT paye cash ce manque de participation avec une baisse de 6.3 % par rapport au scrutin de 2017, mais conserve ses 3 sièges. Cela profite à l'Alliance CFE CGC UNSA, en hausse de +7.6 % car l'abstention a été moindre chez les cadres. Mais c'est surtout la CFDT qui en fait les frais (-2.2 %) en perdant son unique siège. Au final, si le résultat permet de maintenir à Enedis un rapport de force favorable à un syndicalisme indépendant et cohérent dans ses positions avec ces 3 sièges CGT, il faudra travailler encore mieux pour être au plus près des salariés qui œuvrent chaque jour dans leur entreprise.

	Scrutin 2022	Scrutin 2017	Sièges
CGT	43,2 %	49,5 %	3
Alliance CFE CGC UNSA	30,6 % gagne 1 siège	23 %	2
CFDT	14,3 % perd 1 siège	16,5 %	0
FO	11,9 %	11 %	0

Les 3 administrateurs élus parrainés par la CGT : Laurence Hoeffling, Marylène Faure et Christophe Varga, remercient l'ensemble des salariés qui leur ont fait confiance. Ils continueront à être le relais des revendications et aspirations des salariés, sur la base du programme qu'ils ont développé durant cette campagne électorale : être les yeux, les oreilles et la voix des salariés au plus haut niveau de l'entreprise.

Être les yeux, les oreilles et la voix des salariés au plus haut niveau de l'entreprise

Leurs priorités seront de :

- mener la **bataille contre une déréglementation** du secteur énergétique au niveau européen et français ;
- exiger toute la **transparence** sur les projets en cours avec un projet industriel sur le long terme pour l'ensemble du secteur de l'Energie, respectueux de l'environnement, garantissant l'indépendance énergétique, avec un prix raisonnable pour les usagers et des garanties sociales de haut niveau pour les salariés du service public ;
- porter, au-delà d'un secteur de l'Energie intégré, le renforcement de sa **maîtrise publique** dans toutes ses composantes : production, transport, commercialisation et distribution ;
- gagner un juste équilibre entre la **solidarité** inhérente au service public de l'Energie et la garantie du respect des **intérêts du Distributeur, de ses usagers et de ses salariés** ;
- faire évoluer le modèle actuel du distributeur, dans le cadre d'un **Service Public National de la Distribution**, au service des usagers et des collectivités. Enedis doit se positionner comme un **acteur majeur de la transition énergétique**, dans les territoires, en étant exemplaire, déjà dans le cadre de ses missions actuelles, mais aussi autour des nouvelles missions qui lui seront confiées.
- investir ainsi l'ensemble des débats sur **l'avenir de l'entreprise**, ses finalités et les moyens pour répondre aux engagements de service public présents comme à venir.